

# Livre des projets de délibération

---

Conseil communautaire  
Séance du 15 février 2024

---

## Table des matières

1 - Modification de la composition des commissions, arrivée de M. Daniel DELAFENETRE .....	3
2 - Représentation d'Yvetot Normandie au Syndicat d'Eau et d'Assainissement du Caux Central, remplacement de M. Lionel GAILLARD .....	4
3 - Représentation d'Yvetot Normandie au Syndicat Mixte de Traitement et Valorisation des Déchets, remplacement de M. Lionel GAILLARD .....	5
4 - Représentation d'Yvetot Normandie au Syndicat de Bassins Versants Caux Seine, remplacement de M. Lionel GAILLARD .....	6
5 - Représentation d'Yvetot Normandie au Syndicat de Bassins Durdent, remplacement de M. Lionel GAILLARD .....	7
6 - Création d'un poste de sigiste .....	8
7 - Création d'un poste de saisonnier à l'office de tourisme .....	10
8 - Prime pouvoir d'achat .....	12
9 - Vente des lots n° 10 et n° 11 de la ZA Croix-Mare .....	15
10 - Bilan de la concertation "Quartier d'affaires" relevant de l'article L. 103-2 du code de l'urbanisme .....	17
11 - Aides aux projets citoyens YOU .....	20
12 - Aides à la rénovation énergétique .....	23
13 - Aides à l'achat de vélo, CYCL'YN 2024 .....	26
14 - Convention de création d'un groupement de commandes avec la ville d'Yvetot pour la fourniture de carburant .....	28
15 - Jeu concours "Montre-moi le printemps" .....	30
16 - Débat d'Orientation Budgétaire 2024 .....	31
17 - Versement d'une subvention de fonctionnement au budget annexe Office de tourisme .....	33
18 - Placement de trésorerie .....	34
19 - Avenant n° 1 à la DSP, Redevance d'Occupation du Domaine Public pour la réalisation de cours particuliers .....	36

---

## **1 - Modification de la composition des commissions, arrivée de M. Daniel DELAFENETRE**

---

*Rapporteur : M. Gérard CHARASSIER*

Suite à la démission de M. Lionel GAILLARD, M. Daniel DELAFENETRE siège désormais au conseil communautaire et a émis le souhait de participer aux commissions « Rudologie » et « Transition écologique et énergétique ».

Le Quorum constaté,

Le Conseil communautaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délibérations du 8 septembre 2020, 15 octobre 2020, 15 avril 2021, 21 octobre 2021, 9 décembre 2021 et 16 novembre 2023,

Vu l'avis favorable du Bureau en date du 6 février 2024,

Ayant entendu l'exposé de M. Gérard CHARASSIER,

Après en avoir délibéré et procédé au vote,

### **Décide :**

Résultat du vote : ...

1. – De déclarer M. Daniel DELAFENETRE membre des commissions thématiques « Rudologie » et « Transition écologique et énergétique ».

---

## **2 - Représentation d'Yvetot Normandie au Syndicat d'Eau et d'Assainissement du Caux Central, remplacement de M. Lionel GAILLARD**

---

*Rapporteur : M. Gérard CHARASSIER*

Par délibération du 8 septembre 2020, M. Lionel GAILLARD a été désigné représentant titulaire d'Yvetot Normandie au Syndicat d'Eau et d'Assainissement du Caux Central.

M. GAILLARD ayant démissionné, il convient de désigner son remplaçant. Il est proposé de désigner M. Daniel DELAFENETRE représentant titulaire (auparavant représentant suppléant) et de désigner [-] représentant suppléant.

Le Quorum constaté,  
Le Conseil communautaire,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu l'avis favorable du Bureau en date du 6 février 2024,  
Ayant entendu l'exposé de M. Gérard CHARASSIER,  
Après en avoir délibéré et procédé au vote,

### **Décide :**

Résultat du vote : ...

1. – De désigner M. Daniel DELAFENETRE représentant titulaire d'Yvetot Normandie au Syndicat d'Eau et d'Assainissement du Caux Central.
2. – De désigner [-] représentant suppléant d'Yvetot Normandie au Syndicat d'Eau et d'Assainissement du Caux Central.

---

### **3 - Représentation d'Yvetot Normandie au Syndicat Mixte de Traitement et Valorisation des Déchets, remplacement de M. Lionel GAILLARD**

---

*Rapporteur : M. Gérard CHARASSIER*

Par délibération du 8 septembre 2020, M. Lionel GAILLARD a été désigné représentant titulaire d'Yvetot Normandie au Syndicat Mixte de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMITVAD).

M. GAILLARD ayant démissionné, il convient de désigner son remplaçant. Il est proposé de désigner M. Daniel DELAFENETRE représentant titulaire (auparavant représentant suppléant) et de désigner [-] représentant suppléant.

Le Quorum constaté,  
Le Conseil communautaire,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu l'avis favorable du Bureau en date du 6 février 2024,  
Ayant entendu l'exposé de M. Gérard CHARASSIER,  
Après en avoir délibéré et procédé au vote,

#### **Décide :**

Résultat du vote : ...

1. – De désigner M. Daniel DELAFENETRE représentant titulaire d'Yvetot Normandie au Syndicat Mixte de Traitement et de Valorisation des Déchets.
2. – De désigner [-] représentant suppléant d'Yvetot Normandie au Syndicat Mixte de Traitement et de Valorisation des Déchets.

---

## **4 - Représentation d'Yvetot Normandie au Syndicat de Bassins Versants Caux Seine, remplacement de M. Lionel GAILLARD**

---

*Rapporteur : M. Gérard CHARASSIER*

Par délibération du 8 septembre 2020, M. Lionel GAILLARD a été désigné représentant titulaire d'Yvetot Normandie au Syndicat de Bassins Versants Caux Seine.

M. GAILLARD ayant démissionné, il convient de désigner son remplaçant. Il est proposé de désigner M. Daniel DELAFENETRE représentant titulaire (auparavant représentant suppléant) et de désigner [-] représentant suppléant.

Le Quorum constaté,  
Le Conseil communautaire,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu l'avis [-] du Bureau en date du 6 février 2024,  
Ayant entendu l'exposé de M. Gérard CHARASSIER,  
Après en avoir délibéré et procédé au vote,

### **Décide :**

Résultat du vote : ...

1. – De désigner M. Daniel DELAFENETRE représentant titulaire d'Yvetot Normandie au Syndicat de Bassins Versants Caux Seine.
2. – De désigner [-] représentant suppléant d'Yvetot Normandie au Syndicat de Bassins Versants Caux Seine.

---

## **5 - Représentation d'Yvetot Normandie au Syndicat de Bassins Durdent, remplacement de M. Lionel GAILLARD**

---

*Rapporteur : M. Gérard CHARASSIER*

Par délibération du 8 septembre 2020, M. Lionel GAILLARD a été désigné représentant titulaire d'Yvetot Normandie au Syndicat de Bassins Versants Durdent, Saint-Valery, Veulettes.

M. GAILLARD ayant démissionné, il convient de désigner son remplaçant. Il est proposé de désigner M. Daniel DELAFENETRE représentant titulaire (auparavant représentant suppléant) et de désigner [-] représentant suppléant.

Le Quorum constaté,  
Le Conseil communautaire,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu l'avis favorable du Bureau en date du 6 février 2024,  
Ayant entendu l'exposé de M. Gérard CHARASSIER,  
Après en avoir délibéré et procédé au vote,

### **Décide :**

Résultat du vote : ...

1. – De désigner M. Daniel DELAFENETRE représentant titulaire d'Yvetot Normandie au Syndicat de Bassins Versants Durdent, Saint-Valery, Veulettes.
2. – De désigner [-] représentant suppléant d'Yvetot Normandie au Syndicat de Bassins Versants Durdent, Saint-Valery, Veulettes.

---

## 6 - Création d'un poste de sigiste

---

*Rapporteur : M. Gérard CHARASSIER*

Yvetot Normandie, par son développement de compétences, et de questionnements stratégiques, a de plus en plus besoin d'avoir accès facilement à des données cartographiques et de produire de la donnée sur un ensemble de thématiques : urbanisme, risques, environnement, économie, tourisme, stratégie foncière, mobilité...

Le Système d'Information Géographique est aujourd'hui un outil incontournable au sein des collectivités, que ce soit pour mieux gérer l'espace urbain ou pour optimiser le fonctionnement des services. Il permet de gagner en vision territoriale et il constitue un outil d'aide à la décision. Il permet des apports dans le fonctionnement en interne, mais également dans les relations avec les partenaires et le public (échange de données, productions cartographiques...).

De nombreux services, et tout particulièrement le service urbanisme, sont amenés à collecter et produire des données SIG. Ces données doivent être complétées et mises à jour de façon régulière (données sur les risques, les éléments naturels régulièrement actualisées...). Dans le cas de l'urbanisme, les données sont ensuite intégrées dans le logiciel d'instruction des autorisations d'urbanisme. Les actualisations sont aujourd'hui réalisées de manière ponctuelle par des prestataires extérieurs. La question du ZAN et de la consommation foncière va mener rapidement à la nécessité de disposer d'un observatoire et d'élaborer une stratégie de territoire. Le suivi des aides à la rénovation énergétique, le déploiement de solutions de biodéchets ou de nouvelles tournées de collecte, le suivi des circuits de transport urbain, ou des réseaux cyclables, sont autant d'exemples de domaines qui pourront bénéficier d'un outil de cartographie vivant et d'aide à la décision pour les élus.

Afin de mettre en place un système d'information géographique, de l'alimenter et l'administrer, il est nécessaire de créer un poste de chargé de système d'information géographique, ou géomaticien. Ce poste nécessite des qualifications de minimum niveau BAC +3.

Ce poste pourra être pourvu par un agent de catégorie A ou B, issu de la filière technique.

Le Quorum constaté,  
Le Conseil communautaire,  
Vu le Code Général de la Fonction Publique Territoriale,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu le tableau des effectifs de la Collectivité  
Vu l'avis favorable du Bureau en date du 6 février 2024,  
Ayant entendu l'exposé de M. Gérard CHARASSIER,  
Après en avoir délibéré et procédé au vote,

**Décide :**

Résultat du vote : ...



1. – De créer un poste d'Ingénieur territorial à temps complet.
2. – De dire que ce poste pourra être pourvu par un agent titulaire ou contractuel
3. – De dire que les dépenses afférentes à ce recrutement sont prévues au chapitre 012 du budget principal 2024.

---

## 7 - Création d'un poste de saisonnier à l'office de tourisme

---

*Rapporteur : M. Gérard CHARASSIER*

Le service tourisme compte aujourd'hui 2,94 ETP : 2 postes à temps plein, 1 poste à temps plein dont 30 % sont affectés à la Ville d'Yvetot dans le cadre d'une convention de mise à disposition pour l'accueil et la billetterie du Musée des Ivoires et de sa salle d'exposition, 1 poste au 8,5/35<sup>ème</sup>).

4 ans après sa création, Yvetot Normandie Tourisme, Service Public Administratif, a élargi ses missions et se positionne à présent comme un outil de promotion du territoire, agissant dans différents domaines :

- Accueil et information avec plus de 5 000 personnes accueillies au sein de l'Office de Tourisme en 2023 et une boutique en développement avec produits locaux et artisanaux ;
- Attractivité avec le développement d'outils de valorisation du territoire à destination des visiteurs et des habitants de l'intercommunalité (notamment le site internet de destination avec plus de 40 000 visiteurs en 2023) ;
- Economie locale avec la valorisation de 200 offres et un rôle d'appui auprès des socioprofessionnels (hébergement, restauration, sites de visite et de loisirs, commerce et artisanat...) ;
- Événementiel avec la création d'un programme annuel d'animations (2 800 personnes accueillies dans les 19 communes entre 2021 et 2023) ainsi que la valorisation des programmations culturelles au sein des outils de communication

Afin d'assurer ces missions, l'ensemble du service tourisme est pleinement mobilisé tout au long de l'année. Depuis 2 ans, il est nécessaire de faire appel à des heures supplémentaires en saison pour les deux agents non-cadres, à hauteur de 253 heures en 2022 et de 187 heures en 2023.

D'autre part, Yvetot Normandie Tourisme poursuit ses actions de développement à travers le schéma de développement touristique intercommunal 2022-2026, véritable feuille de route au service de l'attractivité du territoire. En plus des missions courantes de l'Office de Tourisme, il est envisagé de travailler prioritairement sur certains chantiers en 2024 et 2025 :

- Création d'une signalétique intercommunale en remplacement des panneaux désuets présents dans les communes ;
- Développement de deux itinéraires cyclotouristiques (Allouville-Bellefosse et la Justice Royale) et déploiement des labels « Accueil Vélo » et « Rando Accueil » ;
- Commercialisation d'une journée thématique sur le lin en juin afin de valoriser la filière (de la culture à la transformation) ;
- Mise à jour des outils de communication, notamment le magazine touristique pour la période 2024/2025 ;
- Valorisation de la filière tourisme d'affaires ;
- Diversification du programme d'animations estivales avec une quarantaine de dates (balades nature, visites patrimoniales et découverte des savoir-faire, Concerts Yn'Patrimoine) dans les 19 communes du territoire.

Pour répondre à ces besoins, il est proposé de renforcer les effectifs en créant un poste d'adjoint administratif saisonnier pour l'année 2024, à temps non complet (80 %) sur 6 mois, à compter du 23 avril

2024. Cette organisation permettra à l'équipe actuelle de se mobiliser pleinement, y compris les week-ends, sur des missions de communication, de promotion, d'animations et d'accompagnement des socioprofessionnels, tout en limitant les heures supplémentaires.

Les principales missions de l'agent faisant l'objet d'une proposition de recrutement sont les suivantes :

- Assurer l'accueil physique et à distance des visiteurs français et étrangers au bureau d'accueil touristique et en « hors murs » ;
- Répondre aux attentes personnalisées du visiteur par une information adaptée à la demande ;
- Faciliter le séjour et l'accès du visiteur aux produits composant l'offre touristique locale ;
- Développer la consommation touristique sur le territoire, en lien avec les acteurs du territoire ;
- Participer à la gestion et à la mise à jour de l'information touristique (documentation, gestion de la base de données touristique régionale, veille régulière sur l'offre et les événements, agenda des manifestations, valorisation des offres, préparation des adhésions 2025...) ;
- Effectuer les ventes de la boutique de l'Office de Tourisme et de la billetterie, gérer les réservations des animations proposées par la structure ;
- Participer, en complément, à la communication globale d'Yvetot Normandie Tourisme (réalisation de supports de valorisation, communication digitale...) ;
- Participer, en complément, à la révision du balisage des itinéraires de randonnée du territoire.

Le Quorum constaté,

Le Conseil communautaire,

Vu le Code Général de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le tableau des effectifs de la Collectivité,

Vu l'avis favorable du Bureau en date du 6 février 2024,

Vu l'information transmise au Conseil d'exploitation de l'Office de Tourisme en date du 5 février 2024,

Ayant entendu l'exposé de M. Gérard CHARASSIER,

Après en avoir délibéré et procédé au vote,

### **Décide :**

Résultat du vote : ...

1. – De créer un poste d'adjoint administratif saisonnier à temps non complet (80 %) à compter du 23 avril 2024, pour une durée de 6 mois.
2. – De valider le tableau des effectifs tel que présenté en annexe.
3. – Que les dépenses afférentes à ce recrutement sont prévues au chapitre 012 du budget annexe de l'Office de Tourisme Intercommunal.

---

## 8 - Prime pouvoir d'achat

---

Rapporteur : M. Gérard CHARASSIER

Le gouvernement a décidé par décret n° 2023-702 du 31 juillet 2023 la création d'une « *prime de pouvoir d'achat exceptionnelle* » pour aider les agents publics à faire face à l'inflation.

Cette prime, d'un montant maximum de 800 euros, est versée aux agents dont la rémunération brute est inférieure à 39 000 euros par an (3 250 euros brut par mois). Dans la fonction publique d'État et la fonction publique hospitalière, le versement de cette prime est obligatoire.

Dans la fonction publique territoriale le décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023 est venu préciser les modalités de mise en œuvre. L'attribution de cette prime est facultative et dépend d'une décision de l'organe délibérant, au nom du principe de libre administration des collectivités territoriales.

Le projet d'attribution doit être au préalable présenté devant le comité social territorial de la collectivité pour avis.

### **Bénéficiaires :**

La prime peut être versée aux fonctionnaires (stagiaires et titulaires), aux agents contractuels de droit public, aux élèves du CNFPT et aux assistants maternels et familiaux employés par les collectivités et EPCI. En revanche, n'y ont pas droit, notamment, les agents contractuels de droit privé, les vacataires, les apprentis, stagiaires ou encore les agents publics qui sont déjà éligibles à la prime de partage de la valeur.

### **Conditions d'emploi :**

Pour pouvoir toucher cette prime, si l'employeur a décidé de la verser, les agents doivent répondre à plusieurs conditions :

- Avoir été recruté avant le 1er janvier 2023 et être toujours en poste au 30 juin 2023 ;
- Avoir été rémunéré et avoir perçu entre le 1er juillet 2022 et le 30 juin 2023 moins de 39 000 euros bruts. (les agents temporairement non rémunérés pendant cette période (disponibilité ou congé parental) ne peuvent y prétendre)  
Les 39 000 euros qui constituent le plafond ouvrant droit au versement de la prime correspondent « *aux sommes versées par les employeurs publics* ». Si l'agent touche d'autres rémunérations venant d'employeurs privés, au titre d'un cumul d'emploi, ils ne sont pas pris en compte.
- Un agent qui aurait quitté la collectivité après le 30 juin 2023, mais aurait été employé entre le 1er juillet 2022 et le 30 juin 2023, a pleinement droit à la prime. L'employeur devra donc « *procéder à une régularisation de la paye de son ancien agent* ».
- Pour les cas des agents employés à temps non complet (TNC) par plusieurs collectivités, chaque employeur devra verser la prime à proportion de la quotité de travail effectué – sous réserve d'avoir délibéré en ce sens. La rémunération à prendre en compte est celle versée par chaque employeur, et non la rémunération cumulée versée par tous les employeurs

### La rémunération à prendre en compte

Est celle qui constitue l'assiette de la CSG. Ce qui signifie qu'elle inclut le traitement indiciaire brut, le supplément familial de traitement et les primes. En revanche, il ne faut pas prendre en compte la Gipa (garantie individuelle de pouvoir d'achat), le paiement des heures supplémentaires ni la prise en charge partielle des frais de transport.

### Montant de la Prime

Les employeurs territoriaux sont libres de décider s'ils attribuent la prime ou pas et libres d'en fixer le montant, à condition de respecter le montant maximum fixé par l'Etat. Autrement dit, ils peuvent uniquement moduler le montant à la baisse. Les plafonds s'échelonnent en tranches de 300 à 800 euros en fonction des revenus de l'agent, selon le barème ci-dessous :

Rémunération brute perçue au titre de la période de référence (du 1 <sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023)	Montant de la prime de pouvoir d'achat pour un poste à temps complet
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300 €

La prime est réduite à proportion de la quantité de travail et la durée d'emploi sur la période.

### Versement

La prime peut être versée en une ou plusieurs fractions avant le 30 juin 2024.

### Situation à Yvetot Normandie

En cas d'application stricto sensu du décret et des tranches prévues par l'Etat, 74 agents seraient éligibles à la prime. Après applications individuelles des modulations liées au temps de travail et à la durée d'emploi, le coût maximum pour la collectivité se monterait à **44 871.27 euros**, tous budgets confondus.

Le Quorum constaté,  
Le Conseil communautaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu le décret n° 2023-702 du 31 juillet 2023 la création d'une « prime de pouvoir d'achat exceptionnelle »  
le décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023 précisant les modalités de mise en œuvre dans la fonction publique territoriale  
Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial du 1er février 2024,  
Vu l'avis favorable du Bureau en date du 6 février 2024,  
Considérant qu'il est possible de verser cette prime exceptionnelle uniquement avant le 30 juin 2024,  
que, compte tenu de l'inflation constatée et du nombre d'agents éligibles au sein d'Yvetot Normandie  
Ayant entendu l'exposé de M. Gérard CHARASSIER,  
Après en avoir délibéré et procédé au vote,

### Décide :

Résultat du vote : ...

1. – D'instituer la prime pouvoir d'achat d'exceptionnelle pour 2024, dans le respect des modalités prévues dans le décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023
2. – Que le montant de la prime est forfaitaire et est fonction de la rémunération brute perçue par les agents publics territoriaux au titre de la période de référence courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023. Les différents montants forfaitaires maximum sont les suivants :

Rémunération brute perçue au titre de la période de référence (du 1 <sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023)	Montant de la prime de pouvoir d'achat pour un poste à temps complet
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300

3. – Que le montant de la prime sera modulé en fonction de la durée de présence et du temps de travail
4. – Qu'elle sera versée en une fois, avant le 30 juin 2024 aux agents remplissant les conditions d'éligibilité.
5. – Que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal et aux budgets annexes Ordures Ménagères et Office du Tourisme.

---

## 9 - Vente des lots n° 10 et n° 11 de la ZA Croix-Mare

---

Rapporteur : M. Jacques CAHARD

Yvetot Normandie a aménagé un parc d'activités à vocation artisanale et tertiaire sur la commune de Croix-mare.

L'entreprise HAREVA CONFORT souhaite acquérir les lots 10 et 11 (soit les parcelles ZC22 et ZC26) d'une superficie d'environ 5229 m<sup>2</sup> sur ce parc d'activités afin d'y implanter son entreprise. Elle a confirmé cette demande dans son courrier du 22 janvier 2024.

HAREVA CONFORT est une entreprise spécialisée dans la rénovation de l'habitat : vente et pose de matériels d'isolations chez le particulier, études thermiques, isolation par l'extérieur, menuiseries, combles, pompe à chaleur, panneaux solaires. Créée en 2004, elle compte 47 salariés et a réalisé un chiffre d'affaires de 11 millions d'euros en 2022. Son siège est à Petit Quevilly, et elle dispose d'une agence à Croix-mare. L'entreprise a d'importants projets de développement et a besoin de locaux plus grands pour son établissement secondaire de Croix-mare notamment. Ce site, viendra en remplacement de l'agence de Croix-mare, et il permettra à l'entreprise de développer un atelier et un site de production. Le projet prévoit la construction d'un bâtiment de 1447m<sup>2</sup> qui accueillera une partie bureau, une partie stockage/préparation de chantier et une partie production de volets roulants et menuiseries aluminium.

Par délibération n° 2018-08/11 en date du 20 décembre 2018, le Conseil communautaire a fixé le prix de vente des terrains sur cette zone à 20 € HT le m<sup>2</sup>.

L'estimation des domaines en date du 31 janvier 2022 confirme ce prix de vente de 20 € le m<sup>2</sup> avec une marge de 10 %.

La vente serait ainsi conclue pour un montant d'environ 104 580 € HT.

Le Quorum constaté,  
Le Conseil communautaire,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu l'avis favorable de la commission Economie du 28 novembre 2023  
Vu l'avis favorable du Bureau du 6 février 2024,  
Ayant entendu l'exposé de M. Jacques CAHARD,  
Après en avoir délibéré et procédé au vote,

### Décide :

Résultat du vote : ...

1. – De vendre les lots n°10 et 11 d'une superficie d'environ 5229 m<sup>2</sup> correspondant aux parcelles actuellement cadastrées section ZC numéro 22 et 26 à l'entreprise HAREVA CONFORT, représentée par MM KUCUKKINALI, CHEDMAIL, FOURNY, ou toute autre société qui s'y substituerait, au prix

de 20 € HT/m<sup>2</sup> soit environ 104 580 € HT, pour implanter les activités de l'entreprise HAREVA CONFORT, tous les frais étant à la charge de l'acquéreur (en dehors des frais de division).

2. – D'autoriser Monsieur le Président à signer la promesse de vente ainsi que tous les autres actes en découlant et notamment l'acte authentique de vente.



---

## **10 - Bilan de la concertation "Quartier d'affaires" relevant de l'article L. 103-2 du code de l'urbanisme**

---

*Rapporteur : M. Jacques CAHARD*

Dans le cadre de sa compétence obligatoire Développement Economique, Yvetot Normandie créé, aménage et gère les parcs d'activités économiques afin d'accueillir des entreprises sur son territoire et permettre leur développement. Grâce à ses actions, Yvetot Normandie participe au développement de l'attractivité de son territoire et à la création d'emplois.

Afin de répondre à la demande importante de locaux en location sur Yvetot et proposer un parcours d'accueil des entreprises tout au long de leur vie, comme le prévoit la stratégie de développement économique d'Yvetot Normandie, il apparaît important de promouvoir de nouveaux projets avec la création de pépinières d'entreprises, espaces co-working et hôtels d'entreprises en complément de la vente de terrains sur les parcs d'activités.

Suite à l'étude d'urbanisme de requalification du quartier de la gare d'Yvetot, des friches et secteurs mutables ont été identifiés, et un ensemble de vocations a été déterminé afin de penser la restructuration du quartier à long terme. Parmi ces emprises mutables, le site de l'ancienne Moutardière et la parcelle voisine qui accueillait l'entreprise Environnement Forêt ont été identifiés pour accueillir ces nouvelles activités économiques. L'ensemble représente une surface totale de 26 431 m<sup>2</sup>.

L'opération d'aménagement envisagée vise à proposer une programmation d'environ 12 800 m<sup>2</sup> de surface plancher, comprenant la réalisation de locaux mixtes avec 70 % d'activités et 30 % de bureaux accompagnants ; d'un cœur d'activités tertiaires d'une surface totale de 3 500 m<sup>2</sup> autour du bâtiment principal réhabilité, comprenant une pépinière d'entreprises et un espace de coworking, et l'accueil d'un hôtel de 60 à 80 chambres. Il est envisagé d'en confier la réalisation et la commercialisation à un aménageur.

Conformément à l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme, l'opération d'aménagement projetée étant qualifiable d'opération de renouvellement urbain, une concertation préalable auprès du public a été réalisée.

L'objet de cette délibération est donc de tirer le bilan de la phase de concertation faite entre le 31 août et le 28 septembre 2023, qui comprenait une réunion publique le 14 septembre 2023.

Le bilan de la concertation, annexé à la présente délibération, synthétise les échanges qui ont eu lieu durant la concertation préalable à l'aménagement du quartier d'affaires de la gare d'Yvetot.

Y sont rappelés en première partie le contexte réglementaire, les objectifs du projet et le programme envisagé, les modalités de la concertation, les mesures de publicité et moyens d'information aux habitants.

Le rapport expose ensuite le bilan quantitatif de la concertation, puis les principales observations formulées et les réponses apportées, à savoir :

- La vocation du projet : économique uniquement
- Un parc d'activité non thématique mais avec une vocation définie
- L'intérêt et la nécessité d'implanter un équipement hôtelier
- Favoriser la création de start-up qui pourront ensuite se développer sur notre territoire
- L'intégration des dimensions du Développement Durable au projet
- L'intégration paysagère avec l'habitat riverain
- Le dimensionnement des stationnements sur le site
- Le devenir des entreprises actuellement sur le site
- La conservation d'une trace du patrimoine industriel d'Yvetot
- Les enjeux de désenclavement et de sécurisation des accès y compris pour les riverains

Le bilan explicite ensuite :

- La méthodologie mise en place pour concevoir et mettre en œuvre ce projet :
  - Concevoir un projet sur le temps long
  - Les différentes étapes du projet, de son élaboration à sa concrétisation
  - Un territoire dynamique soutenu par une politique d'animation et d'accompagnement forte
  - Un projet coconstruit avec des partenaires techniques et financiers et les élus du territoire
  - Le choix du prestataire pour réaliser l'étude de programmation
- La procédure de concertation menée :
  - La communication
  - Une concertation avec les habitants, les associations locales et les personnes concernées
  - Une concertation au titre de l'article L. 103-2 du code de l'urbanisme
- Les impacts du projet sur la circulation, les accès au site
  - L'aménagement de l'accès via l'impasse du site Ex-Environnement Forêt
  - L'aménagement de l'entrée/sortie principale du site
  - Les accès piéton/cyclo
  - L'impact du projet
- L'opportunité du projet, ses risques et son impact financier :
  - L'impact financier du projet sur les finances de la collectivité
  - Un projet correspondant aux priorités des politiques publiques
  - L'intérêt d'intégrer au projet la création d'un espace coworking et d'une pépinière d'entreprise

Puis, dans une troisième et quatrième partie du document sont présentés les propositions alternatives ou complémentaires et les éléments pris en compte dans le projet d'aménagement :

- Un projet ouvert sur la ville et accueillant pour les usagers et habitants
- Un projet adapté et adaptable aux enjeux d'aujourd'hui et de demain
- Une nécessaire intégration des évolutions liées au changement climatique pour s'assurer que ce projet s'inscrive dans un développement durable

Cette concertation fut un moment de partages et d'échanges intéressants et importants pour le projet. Elle aura permis de répondre aux différentes interrogations légitimes (intégration d'habitat sur site ou

non, accès, impacts financiers, environnement ...) d'un projet d'aménagement urbain complexe et présentant des enjeux forts.

Les questions, remarques et réponses apportées pendant cette concertation ne sont pas de nature à remettre en cause les composantes et la poursuite du projet. Néanmoins, les échanges et avis émis resteront dans la mémoire collective, comme autant de sujets de préoccupations, sur lesquels il faudra continuer à porter une attention particulière et à revisiter à chaque étape du projet.

En effet, ce projet d'aménagement s'inscrit dans un temps long. Dans ce cadre, des temps de réunions et de concertations seront prévus suivant l'avancement et l'approfondissement du projet.

Le Quorum constaté,

Le Conseil communautaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L. 300-1 et suivants du Code de l'urbanisme,

Vu l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme,

Vu la délibération N°2023-06-1 du 22/06/23 engageant une phase de concertation publique et précisant les objectifs poursuivis et les modalités de cette concertation,

Vu le dossier du bilan de la concertation annexé à la présente délibération,

Vu l'avis favorable de la commission Développement Économique du 28 novembre 2023,

Vu l'avis favorable du Bureau du 6 février 2024,

Ayant entendu l'exposé de M. Jacques CAHARD,

Après en avoir délibéré et procédé au vote,

#### **Décide :**

Résultat du vote : ...

1. – D'arrêter le bilan de la concertation préalable à l'aménagement du quartier d'affaires de la gare d'Yvetot sur la base du rapport ci-annexé contenant les principales observations formulées et les réponses qui y sont apportées.
2. – De poursuivre la mise en œuvre du projet d'aménagement du quartier d'affaires de la gare d'Yvetot selon les principes et objectifs présentés, enrichis par cette concertation.
3. – D'autoriser Monsieur le Président à signer tous les actes et documents en relation avec cette opération.
4. – Que le rapport et les conclusions de la concertation publique seront tenues à la disposition du public au siège et sur le site Internet de la Communauté de Communes Yvetot Normandie ([www.yvetot-normandie.fr](http://www.yvetot-normandie.fr)), ainsi qu'au format dématérialisé à la mairie d'Yvetot durant un an après la clôture de la concertation.

## 11 - Aides aux projets citoyens YOU

Rapporteur : M. Sylvain GARAND

L'un des axes majeurs d'Yvetot Normandie concerne la transition écologique et énergétique. Depuis 2018, elle s'engage dans divers programmes visant à soutenir les actions concrètes en faveur du développement durable.

Yvetot Normandie adhère et œuvre dans le cadre des dispositifs suivants : « Territoire Durable 2030 », « Territoire Engagé pour la Nature », le « Plan Climat Air Energie Territorial » (PCAET), le Plan Vélo Intercommunal Cycl'YN et aujourd'hui « Territoires et Climat ».

L'inclusion des citoyens dans la réflexion et l'élaboration de projets est cruciale pour une transition écologique réussie du territoire. En effet, au même titre que les autres acteurs du territoire, les citoyens seront fortement touchés par les évolutions climatiques et en subiront directement les conséquences.

Ainsi, la mise en place d'un fonds de participation a pour but de donner aux associations et aux habitants la possibilité de contribuer pleinement à la transition écologique de leur territoire.

Ce fonds, jusque là appelé "appel à projet YOU", a été mis en place en 2021. 10 associations ou collectifs d'habitants ont pu être aidés. L'enveloppe initiale était de 15 000 €.

Le bilan synthétique des dossiers déposés lors des 3 dernières années est le suivant :

	Nombre de projets aidés	Montant des aides sollicitées à YN
<b>Année 2021</b>	4	5 623 €
<b>Année 2022</b>	4	2 518 €
<b>Année 2023</b>	2	956 €

Au vu des montants d'aides sollicitées, la commission transition écologique et énergétique souhaite relancer ce dispositif pour l'année 2024, mais propose de réduire l'enveloppe à 7 500 €. La collectivité est consciente qu'il est nécessaire de proposer une continuité dans les dispositifs d'année en année.

### Phase 1 : Appel à projet

Les associations et les habitants d'Yvetot Normandie pourront déposer au fil de l'eau (entre le 1<sup>er</sup> mars et le 30 novembre 2024) une demande de subvention pour leurs projets contribuant à la transition écologique (dépôt en ligne sur le site internet d'Yvetot Normandie ou en format papier à l'accueil d'Yvetot Normandie ou en mairie.)

Les projets doivent avoir pour objectif de contribuer à la transition écologique du territoire (climat, biodiversité, ressources naturelles, énergie, économie circulaire, économie sociale et solidaire, air, santé...).

Pour être éligibles, les projets devront répondre aux critères suivants :

- Les bénéficiaires de l'aide doivent être domiciliés sur le territoire,
- L'action doit pouvoir bénéficier à tout ou partie des habitants de l'intercommunalité,
- L'action doit s'inscrire dans la politique de développement durable intercommunale,
- L'action doit contribuer à la promotion de l'image du territoire

Les projets peuvent être par exemple :

- Ateliers participatifs de fabrication de composteurs, toilettes sèches
- Plantation d'arbres fruitiers dans un quartier
- Organisation d'un spectacle sur le thème du gaspillage alimentaire pour le grand public
- Création d'un jardin partagé, nichoirs, ruches... dans un quartier
- Organisation d'une randonnée ramassage des déchets
- Création d'une grainothèque
- Action de protection des espèces ...

Les demandeurs devront déposer une fiche détaillée du projet ainsi qu'un plan de financement.

## **Phase 2 : Étude des projets et sélection des projets lauréats**

Les projets déposés feront l'objet d'une première expertise par le service transition écologique et énergétique pour vérifier :

- Leur adéquation avec les critères d'éligibilité de l'appel à projets,
- Leur faisabilité technique et financière (capacité du candidat à mener le projet, adéquation du financement sollicité avec la nature et la portée du projet, maturité du projet...)

Puis ces derniers seront étudiés par la commission transition écologique et énergétique en fonction des critères définis d'éligibilité (impacts environnementaux sur le territoire, diminution des émissions de gaz à effet de serre, gain énergétique, nombre de personnes touchées...). La commission validera la subvention allouée.

Il est proposé :

- Que les projets inférieurs à 1 000€ soient directement soumis au Président qui validera l'attribution de la subvention. La commission puis le conseil communautaire seront ensuite informés.
- Que les projets supérieurs à 1 000 € soient exposés à la commission transition écologique et énergétique pour avis. Ils seront présentés en conseil communautaire qui validera l'attribution de subvention.

Le nombre de projets pouvant être déclarés lauréats n'est pas fixe : la pertinence et le coût du projet (qui doit être inférieur à l'enveloppe totale du fonds) conditionnent le nombre de lauréats.

Il est proposé que l'enveloppe budgétaire disponible pour cet appel à projets soit de 7 500 € pour l'année 2024.

Les projets pourront obtenir :

- 100 % des dépenses pour les projets inférieurs à 500 € TTC.

- 60 % des dépenses pour les projets allant de 500 € à 1999,99 € TTC.
- 40 % des dépenses pour les projets allant de 2 000 € à 9 999,99 €
- 30 % des dépenses pour les projets allant de 10 000 € et l'aide sera plafonnée à 5 000 €.

Le quorum constaté,

Le Conseil communautaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 2121-11 et suivants,

Vu l'avis favorable de la commission transition écologique et énergétique en date du 11 janvier 2024,

Vu l'avis favorable du Bureau en date du 6 février 2024,

Ayant entendu l'exposé de M. Sylvain GARAND,

Après en avoir délibéré et procédé au vote,

### **Décide :**

Résultat du vote : ...

1. – D'approuver le lancement de l'appel à projet citoyen YOU 2024, fonds de participation « vert » à compter du 1<sup>er</sup> mars 2024.
2. – D'approuver le règlement de l'appel à projet tel que présenté en annexe.
3. – De doter cet appel à projet d'une enveloppe de 7 500 €.
4. – D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer les pièces relatives à ce dossier, et à verser les subventions au fil de l'eau aux candidats pour les projets inférieurs à 1 000 €.
5. – Que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal 2024 du budget principal aux chapitres 65 et 204.

---

## 12 - Aides à la rénovation énergétique

---

*Rapporteur : M. Sylvain GARAND*

Yvetot Normandie a choisi d'axer son mandat sur la transition écologique et énergétique. Depuis 2018, elle n'a cessé de s'engager dans divers programmes visant à soutenir les actions concrètes en faveur du développement durable. Pour rappel, « Territoire Durable 2030 », « Territoire Engagé pour la Nature », le « Plan Climat Air Energie Territorial » (PCAET), le Plan Vélo Intercommunal Cycl'YN et aujourd'hui « Territoires et Climat » sont autant de dispositifs auxquels Yvetot Normandie adhère et œuvre.

De plus, avec l'approbation en février 2021 de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la CCYN s'est engagée à améliorer les performances énergétiques du parc bâti et rechercher l'efficacité énergétique du parc bâti de son territoire.

Pour rappel, en 2018, le diagnostic du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) indiquait que les consommations liées au secteur résidentiel de la CCYN représentent 22% des consommations du territoire.

Par son engagement dans la démarche « Territoire 100% énergies renouvelables », la CCYN doit réduire ses consommations énergétiques de moitié (soit 397 GWh d'économies d'énergie) d'ici 2040. La rénovation thermique des habitats est un des principaux leviers d'action afin d'atteindre cet objectif

La crise énergétique de 2022 a fait exploser le montant des factures énergétiques des habitants.

Aujourd'hui, plus que jamais, il est indispensable d'améliorer l'efficacité énergétique des logements de notre territoire et la rénovation thermique des habitats en est la clef de voute.

Le secteur résidentiel représente le 1er secteur consommateur d'énergie à l'échelle de la Communauté de communes. Il compte environ 13 000 logements dont 51% de résidences principales. 31% des logements ont une classe énergétique comprise entre E et G.

La rénovation des logements constitue donc un enjeu majeur pour atteindre les objectifs de transition énergétique locaux. De plus, elle constitue un levier efficace de lutte contre la précarité énergétique qui touche 14% des ménages du territoire. Enfin, la rénovation des logements est un vecteur de développement économique dans le domaine de l'artisanat.

Ainsi, en soutenant la rénovation énergétique des logements, la Communauté de communes du Yvetot Normandie soutient le développement durable de son territoire.

C'est pourquoi les élus de la commission « Transition Écologique et Énergétique » proposent de poursuivre et amplifier l'aide à la rénovation des habitations de son territoire.

Pour l'année 2024, l'enveloppe financière sera d'un montant de 180 000€ et permettra la mise en œuvre de ce dispositif d'aide pour tous les habitants du territoire, jusqu'à sa dépense totale.



L'aide de la CCYN est fonction du revenu des ménages (revenu fiscal de référence 2023 inscrit sur la page de garde de la feuille d'impôts sur le revenu), elle abondera les aides nationales, régionales, départementales et autres. Le tableau des revenus ci-dessous sera appliqué :

NOMBRE DE PERSONNES COMPOSANT LE MENAGE	MENAGES AUX REVENUS TRES MODESTES	MENAGES AUX REVENUS MODESTES	MENAGES AUX REVENUS INTERMEDIAIRE	MENAGES AUX REVENUS SUPERIEURS
1	17 009	21 805	30 549	supérieurs à 30 549
2	24 875	31 889	44 907	supérieurs à 44 907
3	29 917	38 349	54 071	supérieurs à 54 071
4	34 948	44 802	63 235	supérieurs à 63 235
5	40 002	51 281	72 400	supérieurs à 72 400
par personne supplémentaire	5 045	6 462	9 165	9165

Le règlement de l'aide est joint en Annexe 1.

Le Quorum constaté,

Le Conseil communautaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Plan Climat Air Energie Territorial la délibération du conseil communautaire en date du 11 mai 2017,

Vu la candidature à l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Territoire 100% énergies renouvelables » la délibération n° DEL2019\_12\_23 en date du 19 décembre 2019,

Vu l'avis favorable de la commission transition écologique et énergétique du 1<sup>er</sup> février 2024,

Vu l'avis favorable du Bureau en date du 6 février 2024,

Ayant entendu l'exposé de M. Sylvain GARAND,

Après en avoir délibéré et procédé au vote,

**Décide :**

Résultat du vote : ...

Article 1 – D'instaurer un dispositif de subventions aux propriétaires occupants domiciliés sur le territoire, dans le cadre de la rénovation énergétique de leur logement, jusqu'à extinction de l'enveloppe.

Article 2 – D'approuver le règlement de ce dispositif tel qu'annexé à la présente. Le dispositif prendra effet au 15 février 2024 et se terminera au 31 décembre 2024 au plus tard.

Article 3 - De fixer l'enveloppe maximale dédiée à ce dispositif à 180 000 € avec la répartition suivante :

- 100 000 € seront réservés pour les ménages aux revenus très modestes



- 60 000 € seront réservés pour les ménages aux revenus modestes
- 15 000 € seront réservés pour les ménages aux revenus intermédiaires
- 5 000 € seront réservés pour les ménages aux revenus supérieures

Article 4 – D’inscrire les crédits nécessaires au budget primitif 2024 du budget principal au chapitre 70, article 20422.

Article 5 – Dire que ces subventions seront amorties sur une durée de 15 ans.

Article 6 – D’autoriser le Président à prendre toutes les mesures et signer tout document nécessaire pour la mise en œuvre de cette décision.

---

## 13 - Aides à l'achat de vélo, CYCL'YN 2024

---

Rapporteur : M. Éric RENÉE

Depuis ces trois dernières années, Yvetot Normandie s'est fortement engagée dans le développement des modes de déplacements doux :

- L'approbation du Plan Vélo intercommunal ;
- L'aide CYCL'YN donnant les priorités d'aménagements cyclables et valorisant une politique de promotion du vélo au sein des 19 communes du territoire.

Aujourd'hui, il est proposé de poursuivre cet engagement en renouvelant pour la quatrième fois le dispositif d'aide à l'achat de vélo auprès des particuliers.

Pour rappel, l'objectif de cette aide vise à promouvoir l'utilisation du vélo pour offrir une solution alternative à l'automobile qui impacte directement les petits trajets du quotidien (faire ses courses, aller au travail, etc.).

Il est proposé d'allouer un budget de 10 000 € pour 2024 afin de pouvoir contribuer à l'autonomie et à la mobilité sur l'ensemble du territoire. L'aide en 2024 sera plus ciblée et concernera l'achat de vélos spécifiques et de vélos enfants.

La Commission Mobilité qui s'est réunie le 29 janvier 2024 a adopté un règlement d'aides à l'achat de vélos qui cible cinq types de vélos éligibles :

- Les vélos-cargos ;
- Les vélos adaptés pour les personnes en situation de handicap ;
- Les remorques ;
- Les vélos-pliants ;
- Les vélos pour enfants (maximum 24 pouces) ;
- Et les cadenas liés à l'achat du vélo (électriques ou non).

Il est proposé que cette aide bénéficie aux personnes résidant sur le territoire. Les demandes pourront être déposées au fil de l'eau entre le 1<sup>er</sup> mars 2024 et le 30 novembre 2024 ou jusqu'à la dépense totale de l'enveloppe financière.

Le règlement des aides est à retrouver en Annexe 1.

Le Quorum constaté,

Le Conseil communautaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis favorable de la commission Mobilité en date du 29 janvier 2024,

Vu l'avis favorable du Bureau en date du 6 février 2024,

Considérant l'engagement de la Communauté de Communes Yvetot Normandie dans le programme Territoire Durable 2030,

Ayant entendu l'exposé de M. Éric RENÉE,

Après en avoir délibéré et procédé au vote,

**Décide :**

Résultat du vote : ...

1. – D’instaurer un dispositif de subvention aux personnes physiques domiciliées sur le territoire pour l’achat d’un vélo éligible et d’accessoires.
2. – D’approuver le règlement de ce dispositif tel qu’annexé à la présente. Le dispositif prendra effet au 1<sup>er</sup> mars 2024 pour se terminer au plus tard à l’extinction de l’enveloppe et/ou au 30 novembre 2024.
3. – De fixer l’enveloppe maximale dédiée à ce dispositif à 10 000 euros et d’inscrire les crédits nécessaires au budget primitif 2024 du budget principal au chapitre 204, article 20421.
4. – D’amortir ces subventions sur une durée de 5 ans.
5. – D’autoriser le Président à prendre toutes les mesures et signer tout document nécessaire pour la mise en œuvre de cette décision.

---

## **14 - Convention de création d'un groupement de commandes avec la ville d'Yvetot pour la fourniture de carburant**

---

*Rapporteur : M. Éric RENÉE*

Depuis le transfert de compétence mobilité au 1er juillet 2021 à Yvetot Normandie, la flotte de véhicule du service de transport en commun « Vikibus » utilise, par convention, le carburant de la ville d'Yvetot (approvisionnement aux Services Techniques de la ville). Cette convention a été conclue en contrepartie d'un simple remboursement à l'euro-l'euro, calculée selon le volume de carburant consommé, sans aucune plus-value pour la Ville d'Yvetot.

Le marché de fourniture de carburants de la ville d'Yvetot arrive à échéance en mars 2024. La convention sera par conséquent prochainement caduque.

La ville d'Yvetot a proposé à Yvetot Normandie de s'associer au renouvellement du marché de fourniture de carburant en passant par un groupement de commande. Le groupement de commande est régi par une convention qui définit les règles entre l'ensemble de ses membres. Cette convention vise à permettre des effets d'économie d'échelle et une mutualisation des procédures de passation des marchés.

Elle prévoit que la ville d'Yvetot assurera le rôle de coordonnateur. Ainsi, la ville s'occupera de l'intégralité de la procédure d'attribution, de la définition du besoin au choix du titulaire. Elle s'occupera également de l'exécution du marché.

La convention établie entre les deux parties prévoit qu'Yvetot Normandie paiera à la ville d'Yvetot les sommes correspondantes aux commandes propres à Yvetot Normandie.

Yvetot Normandie a engagé une procédure visant à la délégation de la gestion et l'exploitation du réseau des transports urbains à partir de janvier 2025. Dès la mise en place du nouveau contrat, la flotte de bus cessera de s'approvisionner aux services techniques de la ville.

Le Quorum constaté,

Le Conseil communautaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique – décret 2018-1075 du 03/12/2018 et plus particulièrement les articles L.2113-4 et 5 – Ordonnance 2018-1074 du 17 décembre et décret 2019-259 du 29/03/2019,

Vu la délibération du Conseil Communautaire portant transfert de la compétence mobilité à l'intercommunalité en date du 26 janvier 2021,

Vu l'arrêté préfectoral du 4 juin 2021 portant prise de compétence d'organisation de la mobilité par la Communauté de Communes Yvetot Normandie,

Vu la convention entre les deux parties,

Vu l'avis favorable de la commission Mobilité en date du 29 janvier 2024,

Vu l'avis favorable du Bureau en date du 6 février 2024,

Considérant le rapport présenté

Ayant entendu l'exposé de M. Éric RENÉE,  
Après en avoir délibéré et procédé au vote,

**Décide :**

Résultat du vote : ...

1. – D'autoriser le Président à signer la convention de groupement de commande jointe ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

---

## 15 - Jeu concours "Montre-moi le printemps"

---

*Rapporteur : M. Claude BELLIN*

Par délibération du 16 novembre 2023, nous avons adopté le règlement du jeu concours « Montre-moi le printemps ». Ce règlement prévoyait la remise d'un bon d'achat de 20 € (utilisable à la Buissonnière) à chaque participant.

Il s'avère cependant que le nombre de participant éventuel à ce jeu concours est très incertain compte-tenu de la complexité à recenser l'ensemble des gardes à domicile du territoire.

Ainsi, il est proposé de modifier les conditions de remise des prix : un tirage au sort sera réalisé parmi tous les participants. Les trente tirés au sort se verront remettre un livre d'une valeur d'environ 20 €.

Par ailleurs, la nouvelle version du règlement offre la possibilité à la collectivité d'exposer les œuvres.

Le Quorum constaté,  
Le Conseil communautaire,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu l'avis favorable du Bureau en date du 6 février 2024,  
Ayant entendu l'exposé de M. Claude BELLIN,  
Après en avoir délibéré et procédé au vote,

### **Décide :**

Résultat du vote : ...

1. – D'adopter le règlement du jeu concours tel que proposé en annexe.

---

## 16 - Débat d'Orientation Budgétaire 2024

---

*Rapporteur : Mme Françoise DENIAU*

Depuis la loi « Administration Territoriale de la République » (ATR) du 6 février 1992, la tenue d'un Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) s'impose aux régions, départements et communes de plus de 3500 habitants et aux Etablissements Publics Intercommunaux (EPCI) et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants. Le DOB doit se tenir dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif.

Le DOB constitue la première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités locales. Il représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité préalablement au vote du budget primitif.

Pour les communes de plus de 10 000 habitants et les EPCI de plus de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de 3 500 habitants, le DOB s'effectue sur la base d'un Rapport D'Orientation Budgétaire (ROB) portant sur :

- Les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre les communes membres et les EPCI,
- Les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses,
- La structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice,
- Une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs, en précisant notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Le DOB des EPCI doit être transmis obligatoirement aux communes membres et celui des communes au Président de l'EPCI dont la commune est membre dans un délai de 15 jours. Il doit, également, être mis à la disposition du public notamment via le site internet.

Le Quorum constaté,

Le Conseil communautaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 2121-11 et suivants,

Vu l'avis favorable du Bureau en date du 6 février 2024,

Ayant entendu l'exposé de Mme Françoise DENIAU,

Après en avoir délibéré et procédé au vote,

**Décide :**

Résultat du vote : ...

1. – De prendre acte de la présentation du Rapport d’Orientation Budgétaire et de la tenue du débat portant sur ce rapport pour les budgets suivants :

- budget principal ;
- budget annexe Ordures Ménagères ;
- budget annexe Office de Tourisme ;
- budget annexe Hôtels d’entreprises ;
- budget annexe ZAE Croixmare ;
- budget annexe ZAE Auzebosc extension ;
- budget annexe ZAE Valliquerville extension;
- budget annexe transport.

2. – De transmettre aux communes membres la présente délibération accompagnée du rapport d’orientation budgétaire et de mettre à disposition du public ces informations, via le site internet notamment, dans un délai de 15 jours.



---

## **17 - Versement d'une subvention de fonctionnement au budget annexe Office de tourisme**

---

*Rapporteur : Mme Françoise DENIAU*

Créé au 1<sup>er</sup> janvier 2020, l'Office de Tourisme Yvetot Normandie est géré sous la forme d'une régie dotée de la seule autonomie financière.

Ce service public administratif (SPA) est doté d'un budget annexe, financé chaque année par une subvention de fonctionnement versée par le budget principal.

Dans l'attente du vote des budgets primitifs prévu le 11 avril prochain, le versement anticipé d'une subvention de fonctionnement s'avère nécessaire pour permettre le paiement des dépenses de ce budget annexe (notamment les dépenses de personnel).

Le Quorum constaté,

Le Conseil communautaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 2121-11 et suivants,

Vu l'avis favorable du Bureau en date du 6 février 2024,

Ayant entendu l'exposé de Mme Françoise DENIAU,

Après en avoir délibéré et procédé au vote,

### **Décide :**

Résultat du vote : ...

1. – D'autoriser le versement d'une subvention de fonctionnement de 80 000 euros par le budget principal au budget annexe de l'office de tourisme.

2. – Que les crédits nécessaires à l'exécution de la présente délibération seront inscrits aux budgets primitifs 2024 à l'article 657363 du budget principal et à l'article 74751 pour le budget annexe de l'office de tourisme.

---

## 18 - Placement de trésorerie

---

Rapporteur : Mme Françoise DENIAU

Dans un contexte de forte remontée des taux d'intérêts et dans l'attente du financement de grands projets (construction d'un siège communautaire, extension du conservatoire), il apparaît opportun, dans un objectif d'optimisation de la gestion de la trésorerie et plus largement des deniers publics, d'étudier toutes possibilités de placements permises par la législation.

Les Collectivités Territoriales et leurs établissements publics peuvent procéder à des placements de fonds issus :

- De libéralités (dons et legs),
- De l'aliénation d'un élément du patrimoine (biens mobiliers ou immobiliers relevant de leur domaine privé),
- D'emprunts dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de l'établissement public,
- De recettes exceptionnelles dans l'attente de leur réemploi. Il s'agit :
  - o Des indemnités d'assurance,
  - o Des sommes perçues à l'occasion d'un litige,
  - o Des recettes provenant de ventes de biens tirés de l'exploitation du domaine réalisées à la suite de catastrophes naturelles ou technologiques,
  - o Des dédits et pénalités reçus à l'issue de l'exécution d'un contrat.

Parmi les supports de placements ouverts à YN, figurent :

- Les fonds sur un compte à terme (CAT) de 1 à 12 mois,
- Les obligations assimilables du trésor (OAT) ou autres titres libellés en euros sur une période de 2 à 50 ans.

Néanmoins, les comptes à terme proposés par l'Etat constituent des produits simples, à taux fixe, et surtout, les seuls à présenter une absence de risque en capital pour Yvetot Normandie.

De plus, en raison de la forte remontée des taux depuis 2022, le barème de rémunération des comptes à terme de l'Etat a été progressivement relevé avec des conditions particulièrement intéressantes. A titre indicatif, la rémunération proposée par l'Etat pour un compte à terme ouvert sur une durée de 12 mois s'élève actuellement à 3,66 %.

Yvetot Normandie peut donc placer les recettes provenant de l'aliénation de biens de son domaine privé, tels que :

- Le produit net perçu de la vente des terrains de la zone d'activités d'Ecretteville-lès-Baons, s'élevant à 849 581,33 euros,
- La vente de l'Ecaux Centre d'un montant de 750 000 euros.

Le Quorum constaté,

Le Conseil communautaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.1618-2,

Vu l'avis favorable du Bureau en date du 6 février 2024,

Considérant le niveau de trésorerie de la CCYN et le niveau des intérêts des comptes à terme de l'Etat,

Ayant entendu l'exposé de Mme Françoise DENIAU,

Après en avoir délibéré et procédé au vote,

**Décide :**

Résultat du vote : ...

1. – D'autoriser Monsieur le Président à procéder à l'ouverture auprès de l'Etat d'un ou plusieurs compte(s) à terme, dans les limites suivantes :

- Nature des placements autorisés : comptes à terme ouverts auprès de l'Etat
- Montant du placement : 1 599 000 euros
- Durée du placement : 12 mois
- Taux du placement : 3,19 % (estimation à la date du 05/02/2024)
- Pénalités sur les sommes remboursées par anticipation (fin anticipée du placement) : aucune

2. – D'autoriser Monsieur le Président à signer les formulaires d'ouvertures de compte à terme à transmettre à la Direction Générale des Finances Publiques, et tout autre document nécessaire à la réalisation de ces opérations.

3. – D'autoriser Monsieur le Président à procéder, le cas échéant, à la clôture par anticipation du ou des compte(s) à terme ouvert(s) en application de la présente délibération.

4. – D'autoriser Monsieur le Président à renouveler ces comptes à terme annuellement.

---

## **19 - Avenant n° 1 à la DSP, Redevance d'Occupation du Domaine Public pour la réalisation de cours particuliers**

---

*Rapporteur : Mme Françoise DENIAU*

La convention de délégation de service public relative à l'exploitation du centre aquatique E'Caux Bulles prévoit, dans son article 34.02, la possibilité pour les employés du délégataire de délivrer des cours particuliers. Cette activité est cependant soumise au versement, par l'employé, d'une redevance d'occupation du domaine public (RODP). Le montant de cette dernière est fixé au contrat à 300 € par an.

Ce montant reste un frein pour les agents en possibilité de faire des cours particuliers, ce qui entraîne un déficit au niveau du service apporté aux usagers du centre aquatique pour la pratique de la natation, notamment pour les enfants, dont les parents sont en recherche d'apprentissage de la natation.

Afin de permettre aux agents de réaliser des cours particuliers, il est proposé de ramener la RODP à 120 € par an.

Le Quorum constaté,  
Le Conseil communautaire,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu l'avis favorable du Bureau en date du 6 février 2024,  
Ayant entendu l'exposé de Mme Françoise DENIAU,  
Après en avoir délibéré et procédé au vote,

### **Décide :**

Résultat du vote : ...

1. – De fixer la redevance d'occupation du domaine public pour la réalisation de cours particuliers au centre aquatique à 120 € par an.
2. – D'autoriser M. le Président à signer un avenant à la convention de délégation de service public déterminant le nouveau montant de la RODP.

